



Madame l'Inspectrice d'Académie, Mesdames et messieurs les membres du comité,

Ce dernier CTSD de l'année scolaire a pour objet les ajustements de carte scolaire et les modifications horaires des écoles liées à la réforme des rythmes scolaires.

En ce qui concerne le premier point, nous nous étions quittés sur un sentiment d'inachevé et de frustration lors du CDEN du mois d'avril. A l'issue de ce conseil, quasiment aucune situation n'avait bougé par rapport au CTSD qui le précédait. La carte scolaire de cette année a été noyée dans la convention ruralité, convention, nous le rappelons encore, souvent imposée et subie par les collègues, les élus, les familles et les élèves. Sous un prétexte affiché de « mieux d'école », nous nous retrouvons avec « moins » d'école. Fermetures, concentrations, fusions avec au final un aménagement qui ne prend pas en compte le besoin prégnant de services publics sur l'ensemble du territoire. Nous craignons fortement devoir payer l'addition liée à cette convention dans un futur proche.

Bien souvent, la FSU se trouve qualifiée d'opposante systématique aux réformes en cours. Nous répondons défense des usagers et du service public. Nombreux sont les élus, les familles et bien sur les collègues qui adhèrent à notre projet de transformation sociale. Nous ne sommes pas opposés aux réformes ! La réforme n'est pas l'apanage de quelques organisations bienveillantes subordonnées au pouvoir politique. Nous sommes porteurs d'un projet pour l'école opposé à l'accompagnement et à la cogestion.

Aujourd'hui, nous allons défendre et argumenter, ceci pour toutes les écoles qui se trouvent en situation de fragilité pour la prochaine rentrée. C'est un fait implacable, la qualité de l'enseignement au service de la réussite de tous les élèves, passe par un allègement notoire des effectifs dans les classes.

Nous vous rappelons par ailleurs le caractère rural de notre département, la pauvreté galopante comme en atteste un des plus faible taux de rémunération du territoire. L'école ne peut pas et ne doit pas accentuer encore un peu plus ces disparités.

Concernant les aménagements horaires, conséquences de la réforme des rythmes, nous devons faire l'aveu de notre erreur de jugement lors de la mise en place de cette réforme. En effet, nous n'avons pas combattu avec assez de conviction cette réforme bricolée et génératrice d'injustices criantes dont aucun bilan sérieux n'a été établi par le ministère. Le comité de suivi a disparu, et le système dérogatoire est devenu la règle !

Le rapport récent publié par l'inspection générale met à mal les affirmations ministérielles quant au lien mécanique entre nouveaux rythmes et réussite des élèves. L'IG juge irréaliste le fait de tirer la moindre conclusion définitive. Par contre sont pointées la fatigue accrue des élèves notamment chez les plus jeunes, des fins de semaine compliquées, l'absentéisme en augmentation particulièrement en maternelle. En ajoutant les inégalités territoriales, la dégradation des conditions de travail des personnels, l'écriture d'un nouveau décret du temps scolaire (journée, semaine, année) s'impose plus que jamais.

Mais apprendre et réussir n'est pas qu'une question de rythmes, ce serait trop simple ! La réduction des effectifs, la généralisation des « plus de maîtres que de classes », la création de postes de RASED, un plan de formation ambitieux pour tous les enseignants et la liberté pédagogique sont pour la FSU des priorités absolues nécessaires pour bâtir l'école de la réussite.

Les représentants de la FSU